



Agenda

Lundi 12 février 2018

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Patrick EVENO**, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : « *Histoire de la presse : "Les journalistes dans les drames contemporains"* ».

Lundi 19 et 26 février 2018 : Pas de séance.

Lundi 5 mars 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Jean-Marie COLOMBANI**, journaliste : « *Le journal Le Monde, prescripteur d'opinion* ».

Lundi 12 mars 2018

-15h : **Valéry GISCARD d'ESTAING**, de l'Académie française, ancien Président de la République : « *Le Chef de l'État devant l'opinion publique* ».

Lundi 19 mars 2018

-15h : lecture de la notice sur la vie et les travaux de **Michel ALBERT** par **Denis KESSLER** (sous la Coupole, en habit).

Lundi 26 mars

-15h : **Serge JULY**, journaliste : « Un journal d'opinion, *Libération* ».

-Réunion de la commission de réforme des statuts (salle 4).

Lundi 2 avril (lundi de Pâques) : Pas de séance.

Lundi 9 avril

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Basile ADER**, avocat : « La presse à la barre du tribunal ».

Séance du lundi 5 février

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 29 janvier, le président **François d'Orcival** a introduit la communication de son confrère **Jean Tulard**, qui était intitulée : « Napoléon ou la maîtrise de l'opinion publique ». Cette dernière, sous le Consulat et l'Empire, ne se laisse pas facilement mesurer. Elle peut s'exprimer, depuis la Révolution, dans les urnes ou par la presse. Les élections sont cependant trop espacées et la participation trop aléatoire pour qu'elles soient un reflet fidèle de l'état de l'opinion. Quant aux journaux, ils se font encore en 1799 encore l'écho des grands débats qui agitent les esprits, mais leur existence est fragile et la surveillance du pouvoir constante. Il est donc indispensable de scruter d'autres indicateurs, notamment économiques. Le cours de la rente est le premier d'entre eux, mais il faut aussi songer au cours du pain, en particulier à Paris, d'autant plus qu'il conditionne les réactions populaires. En dernier recours, en effet, c'est par l'émeute que le peuple fait entendre sa voix.

Aux yeux de Napoléon, cette « opinion publique » peut être utilement prise en compte, pourvu toutefois qu'elle soit clairement subordonnée au politique. J. Tulard rapporte un phrase que Napoléon aurait prononcée devant le Conseil d'État en 1804 : « Je respecterai les jugements de l'opinion publique quand ils seront légitimes, mais elle a des caprices qu'il faut savoir mépriser. C'est au gouvernement de l'éclairer et non de la suivre dans ses écarts. J'ai pour moi la volonté de la Nation et une armée de 500 000 hommes. » Le pouvoir du premier consul, puis de l'empereur, dérive des seuls plébiscites, censés exprimer irrévocablement la voix de la Nation. Les élections sont étroitement encadrées ; leur seul objet est de constituer un vivier au sein duquel les autorités choisissent les députés. Maires et conseillers généraux, en ces temps de centralisation, sont nommés par l'empereur et les préfets. La presse est rapidement mise au pas. La plupart des titres sont supprimés. Il n'en reste que quatre au niveau national en 1811, et un seul par département. Les opposants sont réduits au silence ou éloignés, comme Mme de Staël. Il n'est pas jusqu'à la rente dont le cours ne soit artificiellement relevé par des achats d'État.

La réussite la plus nette de Napoléon face à l'opinion publique, cependant, n'est pas de l'avoir si bien muselée, mais d'avoir durablement imposé sa légende. Dès la campagne d'Italie, Bonaparte se révèle un maître en communication. Il utilise les supports les plus divers : la presse, mais aussi les Bulletins de la Grande Armée (lus jusque dans les villages les plus reculés), le catéchisme impérial. Le génie de Napoléon s'exprime notamment dans le domaine visuel. Il se crée une image à la fois héroïque et immédiatement reconnaissable, à travers sa tenue et ses postures. Elle se décline aussi bien dans les grandes peintures académiques ou dans la pierre que dans la gravure populaire. La construction de cette mythologie se poursuit au-delà de la chute de l'Empire, à destination de la postérité. Alors que la légende noire s'exprime sans retenue à la faveur de la Restauration, Napoléon à Sainte-Hélène fait oublier les aspects les plus contestables de son règne en cultivant son statut de victime, ce qui arrache ce cri à Chateaubriand : « Vivant il a manqué le monde, mort il le possède. »

À l'issue de sa communication, **Jean Tulard** a répondu aux questions que lui ont posées **Jean-Claude Casanova, Haïm Korsia, Xavier Darcos, Jean Baechler, Jean-Claude Trichet, Pierre Delvolvé, Michel Pébereau, Michel Forget, Jean-Robert Pitte** et **François d'Orcival**.

Journée d'étude Albert Demangeon (1872-1940)

Le 8 février de 9h15 à 18h30 aura lieu à la Bibliothèque Mazarine une journée d'étude consacrée au géographe Albert Demangeon, à l'occasion de la mise en ligne de l'inventaire de ses archives, données en 1979 à la Bibliothèque par ses petits-enfants avec celles de son gendre Aimé Perpillou, également géographe. Les travaux seront ouverts par **Jean-Robert Pitte**, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques et président de la Société de Géographie. L'entrée est libre dans la limite des places disponibles. Programme complet consultable à l'adresse suivante : <http://www.bibliotheque-mazarine.fr/fr/evenements/actualites/journee-d-etude-sur-albert-demangeon-1872-1940>
Cette manifestation est le prélude à l'exposition « Albert Demangeon (1872-1940). Méthodes, archives et combats d'un géographe de plein vent », présentée à la Bibliothèque Mazarine du 9 février au 14 mai.

Dans la presse et sur les ondes

- **Jean-François Mattei** a prononcé le 30 janvier l'une des conférences inaugurales du Forum européen de bioéthique de Strasbourg fondé par le gynécologue-obstétricien Israël Nisand. Il a débattu, à cette occasion, avec ce dernier dans les colonnes de *La Croix* du 30 janvier (propos recueillis par Loup Besmond de Senneville et Pierre Bienvault). Les deux médecins expriment de nets désaccords. Jean-François Mattei (qui s'appuie notamment sur des conclusions de l'Académie de médecine) estime ainsi que « concevoir des enfants sans père » – ce à quoi revient en pratique l'extension de la PMA – n'est pas sans risques, tant sur le plan psychologique que médical. Il rappelle de la même manière, à propos de la GPA, que « la nature a ses lois ». Aussi invite-t-il à considérer, sur ces questions, le bien des enfants avant le désir des adultes. Il décèle aussi le danger d'un glissement vers l'eugénisme : « Si l'on ouvre ce droit à l'enfant, l'étape d'après consistera à demander qu'il soit normal ». Il estime que la question fondamentale qui devrait orienter les débats est : « Qu'est-ce ce qui constitue l'être humain ? » « L'homme n'est-il pas en train de s'affranchir de ce qui fait sa biologie pour finalement se forger une identité strictement culturelle, éducative ? », demande ainsi l'ancien ministre de la Santé, qui rappelle qu'il avait fait inscrire dans le Code civil les principes d'indisponibilité et de non-patrimonialité du corps humain, pour servir de cadre à la loi. Il juge en revanche envisageable de rouvrir la discussion sur l'anonymat, sans avoir un avis tranché sur la question.

- « Il faut bâtir une nouvelle gouvernance mondiale » : dans un entretien avec Béatrice Bouniol (*La Croix*, 31 janvier), **Mireille Delmas-Marty** réfléchit à ce que peut apporter le droit à la cause de la paix dans le monde. Elle récuse la perspective d'un droit mondial modelé sur les droits nationaux, car cela supposerait un « État mondial » qui pourrait verser dans le despotisme. « La gouvernance mondiale qui se met en place procède autrement. Elle ne sépare pas les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) et combine les pouvoirs politiques et économiques (États et entreprises) avec le vouloir des citoyens et le savoir des scientifiques. » Elle donne l'exemple de l'Accord de Paris, qui doit beaucoup à la mobilisation des ONG et fixe des objectifs, la définition des moyens à mettre en œuvre et des éventuelles sanctions à appliquer pour y parvenir étant laissée à l'échelon national. Soulignant l'interdépendance entre les États face aux grands défis mondiaux, elle suggère que le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme soit l'occasion de proclamer un principe d'hospitalité universelle et ajoute : « En s'inspirant de son expérience dans la négociation du climat, la France pourrait prendre l'initiative d'une conférence mondiale. »

- « Mur à l'ouest, route à l'est » : le dernier éditorial de **Denis Kessler** pour *Challenges* (1^{er} février) compare les destins croisés des États-Unis et de la Chine, la seconde étant selon lui en train de supplanter la première en tant qu'« économie monde », celle autour de laquelle s'organise l'économie mondiale. L'accession de l'Empire du Milieu au sommet de la puissance s'articule autour des « nouvelles routes de la Soie » et de leurs « millions de projets coordonnés », soutenus par des investissements massifs, aussi bien publics que privés. Cette entreprise marque la projection de l'économie chinoise au-delà de ses frontières, dans lesquelles elle s'était jusque-là renfermée. D. Kessler souligne, par contraste, la politique actuelle de désengagement des États-Unis et leur retour à l'unilatéralisme, sans correction de leurs handicaps structurels, à commencer par leur dette. Il y voit l'illustration d'un court-termisme, opposé à la vision de fond développée par les Chinois. Le basculement, prévient-il toutefois, ne sera pas immédiat. Pour qu'il soit consommé, encore faut-il que le yuan devienne la monnaie mondiale de référence, ce qui n'est pas encore le cas, sans compter le règlement des questions politiques, qui est un autre dossier.

- **Jean-Claude Trichet** est intervenu en direct depuis Paris sur CNN le 1^{er} février dans l'émission de Richard Quest, « Quest Means Business » (lien : <http://snpy.tv/2BNGM7Q>). Il a salué les réformes engagées par le gouvernement français, tout en soulignant qu'elles devaient être étendues et complétées. Elles sont d'autant plus indispensables à ses yeux qu'il est convaincu que le réveil de la croissance enregistré en France ces derniers temps peut s'inscrire dans la durée, mais qu'il ne pourra progresser plus rapidement sans réformes de fond, surtout si l'on tient compte des importants problèmes structurels qui persistent dans la zone euro, à commencer par le niveau d'endettement, et qui appelleront à un moment ou à un autre une correction. Il a accordé par ailleurs deux entretiens à des médias lusophones : au journal portugais *Vida Economica* du 26 janvier (propos recueillis par João Luis De Sousa) et au journal brésilien *O Estado de S. Paulo* du 4 février (propos recueillis par Andrei Netto).

À savoir

- **Thierry de Montbrial** était invité à la fin du mois de janvier à tenir des conférences à Hong-Kong et Singapour sur les risques géopolitiques dans le monde en 2018.

- **François d'Orcival** donnera une conférence-débat le 13 février de 17h30 à 19h dans le cadre du cycle « Les Mardis de "Valeurs" », au Théâtre des Variétés. Le thème de son intervention portera sur « Les médias en France face à la bien-pensance ». Le débat sera animé par Yves de Kerdel, directeur général de *Valeurs actuelles*.